

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, notamment sur les relations franco-marocaines, à Rabat le 4 avril 2013.

Messieurs les Présidents,

Monsieur le Chef du Gouvernement,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Mesdames, Messieurs les Représentants et les Conseillers,

C'est un honneur de m'exprimer devant vous. D'abord parce que vous êtes le Parlement issu du suffrage universel et qui témoigne de la vitalité démocratique de la société marocaine. C'est un honneur ensuite parce que nos deux pays ont su nouer avec le temps une amitié d'une qualité rare, pour ne pas dire exceptionnelle. Il nous revient, ceux qui ont en charge nos deux pays, d'intensifier encore notre relation.

Je viens, accompagné d'une importante délégation, des ministres, des parlementaires des deux assemblées françaises, des élus de régions, des personnalités culturelles, des chefs d'entreprises, des représentants des cultes, culte musulman mais également les juifs de France. Je viens donc, au nom de toute la France, vous dire combien je suis fier de la relation avec le Maroc.

Cette amitié est fondée sur l'histoire la grande histoire, celle des Etats, celle des continents, celle des personnalités, et il y en a eu qui nous ont unis - mais il y a aussi la petite histoire ou plus exactement les histoires intimes, familiales, personnelles qui ont fait que nous sommes unis, rassemblés et qu'au cours des générations les liens qui se sont tissés se sont encore resserrés. Dans notre relation, il y a l'affection profonde que les Français ont pour le Maroc, une nation d'une haute et grande tradition, faite d'identités multiples vous les avez rappelées monsieur le Président -, un pays qui a apporté au monde méditerranéen une incomparable culture et une splendide architecture.

C'est ainsi que la France et le Maroc se sont rencontrés au cours des siècles passés dans le plus grand respect, jusqu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle, au temps des prétentions coloniales. C'est là que notre histoire a connu plus de tumultes et même une part d'ombre avec les atteintes à la liberté des Marocains, puis la trop longue attente de l'indépendance. LYAUTEY, ce Français ami du Maroc, premier résident général du Protectorat, avait prévenu et il aurait dû être écouté - que rien de durable ne pouvait se fonder sur la force, il a néanmoins fallu attendre 1956 pour que la France reconnaisse la pleine souveraineté du Maroc, avec un roi pour l'incarner, Mohamed V, seul chef d'Etat fait Compagnon de la Libération par le Général de Gaulle. Soyez en fiers.

La France n'oubliera pas son courage. Elle n'oubliera pas non plus les dizaines de milliers de soldats marocains qui, en 1914 et en 1940, sont venus défendre notre patrie. Je veux ici vous en exprimer toute ma gratitude.

C'est la raison pour laquelle je veillerai à associer étroitement le Maroc aux commémorations du centenaire de la première guerre mondiale et du 70<sup>ème</sup> anniversaire des débarquements et de la Libération de la France.

Oui le passé nous unit. Mais c'est le présent, et c'est l'avenir, qui nous rassemble.

Le message que je viens prononcer devant vous, il est simple. La France a confiance dans le Maroc.

Votre pays chaque jour accomplit des pas décisifs vers la démocratie, conduit de façon cohérente son développement, assure son unité fondée sur la reconnaissance des diversités. Tout ne va pas aussi vite que certains le voudraient, il y a toujours des critiques, des améliorations, c'est votre

aussi vite que certains le voudraient, il y a toujours des critiques, des améliorations, c'est votre responsabilité et notre devoir c'est de vous accompagner.

Le Maroc s'affirme comme un pays de stabilité et de sérénité. Je rends hommage à la volonté réformatrice du roi Mohamed VI ainsi qu'à ce qu'il a précisé comme ambition pour le Maroc, et que je partage, d'être au rendez-vous des enjeux du développement humain.

Ces enjeux-là vous les avez, avec votre Conseil économique, social et environnemental, réunis dans un certain nombre de principes, le respect des droits et de l'accès aux services essentiels, le dialogue social, la gouvernance responsable et la protection de l'environnement. Tout cela est un moyen d'accéder à plus de croissance et plus de prospérité. Ici au Maroc, vous avez été capable d'engager une démarche moderne, dans le respect de vos traditions.

Ici au Maroc, vous avez poursuivi le mouvement vers le pluralisme politique. Monsieur le Chef du Gouvernement, je sais que vous êtes resté dix ans dans l'opposition. Ce qui prouve bien, d'abord qu'il faut être patient et qu'ensuite l'alternance est un processus irréversible.

Ici au Maroc, les droits des femmes progressent. La réforme du code de la famille, la Moudawana, a été un progrès sur la voie de la légalité. Je sais l'engagement des femmes marocaines dans la vie publique. Fatima Mernissi a su porter leur voix. Elle est entendue bien au-delà du Maroc.

Ici, un regard courageux a été porté sur les blessures du passé. Une instance a été créée, « Equité et Réconciliation », qui a permis d'engager un processus non seulement pour reconnaître les violations des droits de l'Homme qui ont été commises mais pour indemniser les victimes. Cela sert de référence. Beaucoup de pays devraient s'inspirer de ce modèle, de cet exemple, reconnaître le passé, apaiser les souffrances et parfois même indemniser les victimes.

Vous avez adopté une constitution en juillet 2011. C'est plus qu'une constitution, c'est un programme et c'est une avancée. Elle instaure la séparation des pouvoirs, mais elle garantit la tolérance puisque son préambule reconnaît le caractère multiple de l'identité marocaine : arabo-islamique, amazighe et saharo-hassanie, enrichie des multiples affluents, africain, andalou, hébraïque et plus largement méditerranéen.

Je sais aussi, malgré ces progrès, ce que sont encore les attentes du peuple marocain, en matière d'emploi, de santé, de justice, d'équité sociale. Il y a des impatiences partout, il y a des inégalités à réduire. Je sais que vous avez la volonté de faire face et de réaliser ce que vous avez promis aux Marocains.

C'est la raison pour laquelle nous avons un devoir commun : avancer ensemble. C'est notre vocation.

D'abord parce que nous partageons une communauté, une communauté de langue, c'est déjà beaucoup, une communauté de culture, une communauté de voyages, de déplacements. Il y a en France tant d'amoureux du Maroc que je n'ai pas pu les emmener tous dans cette délégation. Il y a des hommes et des femmes qui vivent en France, je pense au million de Marocains qui apportent par leur travail, par leur contribution actuelle, par leur vocation à s'insérer, à s'intégrer, le meilleur de ce que vous êtes au service de la France. Il y a aussi ces 80.000 Français qui résident au Maroc et sans doute bien davantage, qui là aussi contribuent au développement économique, à l'attractivité du Maroc et à une meilleure compréhension.

Nombre de mes compatriotes d'origine marocaine sont devenus pleinement Français sans rien oublier de leurs racines. Ils contribuent au rayonnement de la France. Je pourrais citer des intellectuels, des entrepreneurs, même des responsables politiques, des cinéastes, des musiciens, je ne parle pas des humoristes, je ne sais ceux qui sont les plus applaudis. Cette double appartenance nous enrichit tous. Je pense aussi à tous ces jeunes dont les parents étaient nés au Maroc et qui sont aujourd'hui dans nos grandes écoles, dans nos universités et qui sont des cadres performants de nos entreprises mais aussi des vôtres.

Et puis, il y a ces Marocains qui travaillent en France et continuent de transférer une partie de leur épargne ici au Maroc pour entretenir le développement économique comme une vocation patriotique qui conduit à faire ce geste. Un marocain sur trois qui vit à l'étranger vit en France et vit dans le respect de nos lois, de toutes nos lois, et notamment la première, la laïcité. Raison de plus pour veiller, et c'est ma responsabilité en France, à lutter contre toutes les discriminations,

toutes les injustices, toutes les inégalités qui pourraient frapper.

Notre lien cest aussi la langue française, notre « patrie commune ». La patrie de toutes celles et de tous ceux qui nous font honneur de la parler. Cette langue française a inspiré vos plus grands écrivains : Abdellatif Laâbi et Tahar Ben Jelloun, l'un et l'autre lauréats du prix Goncourt sont de parfaits exemples de la symbiose de nos deux cultures.

Nulle part ailleurs qu'au Maroc notre coopération linguistique n'est aussi développée. L'Institut français accueille 65.000 étudiants dans ses classes. Cette francophonie, c'est ainsi que je la conçois, se fait dans le respect et la pratique de la langue arabe. C'est forcément le cas ici mais c'est aussi ce qui doit être fait en France où je rappelle que la langue arabe est enseignée depuis le 16<sup>ème</sup> siècle. Nous avons vocation à continuer de le faire. L'Institut du Monde Arabe contribuera aussi à développer ce lien.

Ce lien humain, c'est aussi un lien politique.

Au-delà des successions au Maroc et des alternances en France, nos deux pays poursuivent un partenariat exceptionnel.

J'ai été sensible au fait que le Roi Mohamed VI ait choisi la France pour effectuer sa première visite d'Etat en mars 2000. Moi-même j'ai tenu à le recevoir à l'Élysée pour son premier déplacement officiel au lendemain de mon élection.

Nos liens sont aussi économiques, la France est le premier partenaire commercial du Maroc. Nos échanges représentent 8 milliards d'euros en 2012. Nous sommes votre premier client et nous en sommes heureux, mais nous ne sommes plus votre premier fournisseur, cela nous inquiète. Alors nous allons faire des efforts car la responsabilité dans un univers de concurrence n'est pas de mettre en cause le client, c'est de mieux le servir.

La France est le premier investisseur au Maroc. Près de 6 milliards d'euros ont été investis par des entreprises françaises au cours des dix dernières années, près d'1 milliard au cours de la seule année 2012.

Au Maroc, il y a 800 entreprises françaises de toutes tailles et toutes spécialités qui travaillent et emploient jusqu'à 100.000 personnes.

Alors comment pouvons-nous être meilleurs que nous ne le sommes ? En investissant ?

Surement. En emmenant des petites et moyennes entreprises ? Assurément. Et vous en assurant le meilleur accueil. Il faut aussi que nous ayons des projets communs.

L'Agence Française de Développement est un bailleur de fonds important et doit le rester. Elle soutient largement vos projets, je pense au plan « Maroc Vert » et à l'opération « Halieutis », pour les ressources aquatiques et la stratégie de émergence industrielle que vous développez, au plan solaire et d'une manière générale aux énergies renouvelables.

La France sera au rendez-vous des réalisations comme elle l'est pour le port de Tanger Med, pour le tramway de Casablanca ou le train à grande vitesse.

Et nous allons le faire avec une idée, une idée nouvelle que nous portons ensemble, la co-localisation industrielle. Ce qui peut sénoncer ainsi : ce qui est bon pour le Maroc sera bon pour la France. Les activités créées au Maroc seront favorables à l'emploi en France et nul ne pourra opposer Français et Marocains sur l'idée même d'un investissement. Chaque fois qu'il y aura un investissement, ce sera utile pour nos deux pays et pour nos deux jeunesse.

Il y a une deuxième idée que je veux lancer, c'est l'idée que la France et le Maroc ont une responsabilité particulière, compte-tenu de leur situation géographique. Surtout la vôtre, vous qui êtes un pays arabe, africain, musulman, ouvert sur la Méditerranée, ouvert sur l'Afrique. Nous la France, pays également méditerranéen avec des relations historiques avec l'Afrique, nous pourrions coordonner nos actions, converger dans nos réalisations pour investir largement autour de la Méditerranée et en Afrique. Je lance un appel pour que les entreprises françaises et marocaines s'associent les unes aux autres et fassent cette démarche d'aller développer l'Afrique, grand continent, continent émergent pour que nous puissions être utiles et en même temps servir les intérêts économiques de nos deux pays.

Le Maroc maîtrise son propre changement. Ce n'est pas facile et notamment dans cette région. Je salue les printemps arabes, les processus engagés depuis maintenant deux ans sont prometteurs

et en même temps porteurs de risques, parfois chaotiques, nous le voyons.

C'est pourquoi nous devons conjurer toutes les menaces. La France ne veut pas juger. La France ne donne pas de leçons. Elle a simplement des valeurs et des principes, non pas pour elle-même, non pas pour tel ou tel pays mais des valeurs universelles, vous les partagez, l'État de droit, le pluralisme politique, le respect des minorités, l'égalité entre les femmes et les hommes, la démocratie. Si ces promesses sont portées par les peuples et incarnées par ceux qui les représentent, alors les printemps arabes auront été au rendez-vous des espérances qui s'étaient levées. Sinon, si c'est le recul, si c'est le désordre, si c'est le repli qui l'emporte, alors ce seront de nouvelles menaces pour la région et pour le monde.

Je pense notamment à ce qui se passe en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Depuis plusieurs années, cette région est soumise à l'influence de groupes terroristes. Ils ne constituent pas d'ailleurs un péril simplement pour les pays concernés ou les pays voisins mais une menace pour toute l'Afrique et pour l'Europe. C'est la raison pour laquelle la France a pris ses responsabilités au Mali au nom de la communauté internationale. Je remercie le Roi, le gouvernement Marocain, le parlement Marocain pour son soutien. Parce que vous êtes un pays saharien, riverain du Sahel et vous savez mieux que d'autre ce qui est en jeu. La France, avec la communauté internationale, avec les pays africains, demain avec les Nations-unies, aura à assurer l'intégrité et la souveraineté du Mali et empêcher l'établissement au cœur de l'Afrique d'un sanctuaire terroriste.

La France aura bientôt achevé sa mission, dans quelques semaines. Les forces africaines vont prendre le relais. Le Conseil de Sécurité va déployer une opération de maintien de la paix, la France y prendra sa part. Dans ces conditions, la réconciliation nationale au Mali, le dialogue indispensable entre le sud et le Nord, entre des populations diverses, devra être engagé et le processus politique devra se poursuivre c'est-à-dire avec des élections qui devront être organisées à la date prévue pour permettre que la démocratie soit au rendez-vous de la souveraineté.

L'action que nous menons ensemble, français et marocains, dans cette région, s'inscrit dans un cadre qui est la Méditerranée, cette « blanche mer mitoyenne », comme l'appellent les Arabes. Voilà notre ambition. Voilà notre belle idée, celle que nous avons en partage. Une Méditerranée de projets. Au moins dix pays sont concernés et nous avons les mêmes intérêts à faciliter les échanges, ouvrir des espaces communs de développement, aller plus loin vers les nouveaux domaines de l'action publique : les énergies renouvelables, la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau, la formation professionnelle et les universités. Voilà ce que nous devons faire autour de la Méditerranée avec un principe, la mobilité, la circulation, la confiance. Alors nous devons avancer.

Avancer d'abord en prenant des initiatives entre l'Europe et le Maghreb, autour des idées que j'ai développées : la co-localisation industrielle et d'ailleurs nous en fournissons une preuve, ce qui se passe à Casablanca avec une centaine d'entreprises françaises et marocaines. Voilà ce que nous devons proposer comme exemple pour l'Europe et le Maghreb.

Le Maroc est un partenaire de l'Union Européenne. Il dispose d'un statut avancé depuis 2008. Il y a des négociations qui vont bientôt se conclure pour un accord de libre-échange. Nous soutenons cette initiative et vous devez prendre toute votre place dans la relation avec l'Europe. Mais cette Méditerranée, si nous voulons la construire, ça ne se fera pas sans les peuples, sans leurs représentants, et donc sans les parlementaires. Je me réjouis qu'il y ait déjà un forum parlementaire franco-marocain qui puisse se tenir d'ici la fin de l'année. C'est une première illustration.

La Méditerranée ne se fera pas sans ses collectivités locales, les régions, les villes. La coopération décentralisée est exemplaire entre la France et le Maroc et je souhaite qu'elle aille encore plus loin.

La Méditerranée ne se fera pas sans les entreprises parce que ce sont elles qui créent les richesses et les emplois. Je clôturerai le troisième forum économique en un an entre les entrepreneurs français et les entrepreneurs marocains.

La Méditerranée ne se fera pas sans la société, toute la société et notamment les femmes et je sais que les ministres des droits des femmes de nos deux gouvernements préparent une initiative de réunir les femmes de la Méditerranée à Paris en juillet prochain.

de réunir les femmes de la Méditerranée à Paris en juillet prochain.

La Méditerranée ne se fera pas non plus sans les jeunes. Et je veux que nous mettions l'éducation, la formation, les échanges universitaires comme une clé de notre développement commun. En septembre ouvrira l'université euro-méditerranéenne de Fès et nous devons aller vers un Erasmus de la Méditerranée.

Bien sûr les choses seraient plus simples si l'Europe était plus forte, nous y travaillons. Et si le Maghreb était plus uni, vous y travaillez. Parce que nous avons besoin de ces unions régionales. Nous avons besoin de cette confiance, de ces économies qui s'échangent. Je sais la difficulté avec un horizon sans cesse repoussé pour l'union du Maghreb, nous en avons parlé y compris à Malte dans cette réunion en format « 5+5 ». Et pourtant il y a des progrès qui peuvent y contribuer : l'autoroute trans-maghrébine qui a vocation à relier la Libye à la Mauritanie. Je sais d'ailleurs que dans les peuples, les inspirations à cette union sont très grandes, que les capacités, les potentialités économiques sont énormes.

Alors je connais aussi le blocage. Il y a la question du Sahara occidental qui attend son règlement depuis plus de 30 ans. L'impasse actuelle est préjudiciable à tous, je dis bien à tous. Aux familles séparées, aux réfugiés des camps, aux tensions entre les pays du Maghreb. Et s'il y avait un argument de plus qu'il conviendrait d'ajouter, c'est que la crise au Sahel rend encore plus urgente la nécessité de mettre fin à cette situation.

La France soutient les démarches du secrétaire général des Nations Unies pour parvenir à un règlement politique mutuellement acceptable sur la base des résolutions du conseil de sécurité. Le plan présenté en 2007 par le Maroc prévoit un statut de large autonomie pour la population du Sahara occidental. Je le redis ici, c'est une base sérieuse et crédible en vue d'une solution négociée. Mais d'ici là, tout doit être fait pour améliorer les conditions de vie de la population dans cette région.

Mesdames, Messieurs les Parlementaires.

Marocains et Français, nous avons une histoire longue. Ça ne suffit pas à définir une amitié. L'amitié n'est pas un héritage. Une amitié n'est même pas un patrimoine. L'amitié est une relation qui doit chaque jour se maintenir. Nous avons ensemble une communauté d'intérêt : économique, culturelle, linguistique. Oui, ça c'est un acquis considérable pour une relation.

Mais si nous voulons continuer à être dans ce rapport, celui qui nous unit, nous devons porter une vision politique commune pour la région, pour la Méditerranée et pour l'Afrique. Et nous devons nous réunir autour de grandes causes : le développement durable, la préservation de la planète, la lutte contre les inégalités, la démocratie, la culture, la jeunesse. Et ma conviction elle est aussi la vôtre, rien ne sera grand sans que le Maroc et la France y contribuent.

L'amitié entre le Maroc et la France va bien au-delà de nos deux peuples, de nos deux pays. Ça doit être une référence et que l'on se dise partout que ce que nous sommes en train de faire, ce que nous avons engagé depuis des décennies et que nous allons poursuivre encore pendant des années - je ne veux pas donner de ligne d'horizon, jusqu'à l'infini de l'humanité - ce que nous allons continuer ensemble, c'est d'être un exemple pour le reste du monde, être capable d'être unis pour le progrès de tous.

Merci